
**Réponse de l'AFG à la consultation publique n° 2020-012 du 22 juillet 2020
relative à la participation de tiers dans le financement de programmes
d'investissements de renforcement pour l'insertion du biométhane dans les
réseaux de gaz et à la validation des investissements de renforcement des
réseaux de distribution de gaz**

Q1 : Êtes-vous favorable au dispositif proposé par la CRE relatif à la participation de porteurs de projet et / ou de tiers au financement des programmes d'investissements ?

Les grandes lignes du dispositif proposé par la CRE nous paraissent avantageuses pour les porteurs de projets, notamment car le dispositif garantit une visibilité sur le montant de l'investissement à réaliser dès le jalon D2. Plus précisément, il garantit que le montant ne pourra être revu à la hausse (en mutualisant le risque de surcoût dans le tarif de réseau) tout en permettant que celui-ci soit revu à la baisse si le montant du renforcement est finalement moins élevé ou si le volume probabilisé de biométhane sur la zone est supérieur (car de nouveaux projets sont apparus).

Par ailleurs, le fait de ne pas imposer de règles pour la répartition du financement de l'étude préalable pour le rebours entre les différents tiers et porteurs de projet concernés est une bonne chose dans la mesure où cela donne de la flexibilité pour s'adapter à des cas spécifiques. Cependant une règle par défaut devrait exister pour éviter des discussions sans fin entre porteurs de projets. Cette règle pourrait être basée sur le volume injecté par chacun des porteurs.

Cependant, si le principe de financement d'une partie des coûts du renforcement par les porteurs de projets en cas de ratio I/V supérieur au seuil fixé par décret est compris par l'AFG, nous estimons, dans le cas d'un rebours, que faire pré-financer par les porteurs de projet l'étude préalable à hauteur de 200 000 euros dès le jalon D2 freinera considérablement le développement de ces projets de renforcement. En limitant l'attrait d'un tel projet pour les porteurs (du fait des frais importants à prépayer à un stade de développement si précoce), les projets candidats seront peu nombreux, ce qui augmentera d'autant le coût unitaire à payer par projet. Nous estimons qu'un tel montant aurait un effet dissuasif, générant un cercle vicieux rendant in fine quasi inutilisable le dispositif.

L'AFG comprend néanmoins la nécessité de limiter les coûts échoués, c'est pourquoi nous proposons une solution alternative qui consisterait à découper l'étude préalable en plusieurs phases, à l'issue desquelles les porteurs de projets/tiers décideraient, au moment souhaité, de lancer ou non la phase suivante (et de réaliser le paiement

associé), quitte à générer des délais entre la mise en service des installations et le rebours. Les acteurs décideraient en connaissance de cause sur la base de leur propre analyse risques / bénéfices.

Par exemple, un retard de mise en service de quelques mois pour un rebours qui ne doit servir que quelques semaines en été aurait un impact nul voire négligeable sur la rentabilité du ou des projets concernés. Les acteurs pourraient alors aisément décider de lancer (et payer) la dernière phase de l'étude qu'à partir du jalon D4 voire après avoir obtenu leur financement, même si cela entraînerait quasi assurément un délai de quelques mois entre la mise en service du rebours et celle du ou des projets. A l'inverse, ne pas avoir à déboursier en totalité 200k euros à un stade si amont de développement (jalon D2) représente un vrai plus pour le développement de ces derniers.

Cette alternative ne générerait pas de coûts échoués pour le tarif réseau (puisque chaque phase de l'étude est payée par les acteurs au moment de sa réalisation), tout en étant plus attractive pour les porteurs de projets / tiers en permettant un paiement plus progressif et plus flexible en fonction des caractéristiques du projet.

L'AFG fait néanmoins remarquer que la question porte uniquement sur le cas d'un zonage avec un rebours. Or, il est nécessaire de définir dès aujourd'hui le dispositif à appliquer dans le cas de participations de tiers sur des zonages ne contenant pas de rebours. En effet, un premier cas a été transmis à l'adresse zonage@cre.fr et par ailleurs, certains programmes d'investissement réduit correspondaient à des zonages où le I/V nécessitait une participation sans qu'il y ait obligatoirement un ouvrage de rebours.

Toutefois, le dispositif proposé par la CRE permet d'éclairer un certain nombre de points dans l'application du décret Droit à l'injection. La clarification de ces mécanismes permettra aux opérateurs de pouvoir répondre en toute transparence aux porteurs de projets et collectivités qui les interpellent, dans le cadre des consultations notamment.

Q2 : Êtes-vous favorable au dispositif proposé par la CRE relatif à la validation des investissements de renforcement des réseaux de distribution de gaz ?

L'AFG considère qu'une certaine subsidiarité est nécessaire pour fluidifier la mise en pratique du droit à l'injection et préfère donc les modalités initiales de la délibération « biométhane » de novembre 2019 pour la validation des investissements de renforcement des réseaux de distribution.

La "délibération" proposait en effet que les maillages soient réputés validés dès lors qu'ils font partie du schéma de raccordement ; que le I/V respecte le seuil fixé par arrêté et que le plafond d'investissement annuel ne soit pas dépassé.

Le déclenchement des investissements n'étant pas dépendant de la tenue d'une session de validation par la CRE, le risque de retard n'avait pas été identifié.

Si toutefois la CRE considère qu'il est indispensable de faire valider en amont les investissements au cas par cas, comme pour les rebours, l'AFG émet une réserve sur le pas de temps semestriel, et a fortiori annuel, qui risque d'apporter de la tension dans le planning des projets. Un pas de temps trimestriel serait plus adapté au vu de la volumétrie d'ouvrages de renforcement à valider. En effet, contrairement aux rebours, il y aura beaucoup plus de maillages (au moins 50 fois plus). Une attention particulière devra être portée à ce volume qui pourrait atteindre rapidement le plafond annuel théorique d'investissements de renforcements de 0,4%, alors même que certains projets pourraient ne pas aboutir.